

18 octobre 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision américaine " ABC ", notamment, dans le cadre des relations franco- américaines, sur la question du désarmement et l'aide au développement, dimanche 18 octobre 1981

QUESTION.- Monsieur le Président, je vous remercie d'être parmi nous aujourd'hui, grâce-à cette interview, et je voudrais commencer par vous demander ce que vous considérez comme les points fondamentaux des entretiens que vous aurez avec le président REAGAN au-cours de ce week-end aux Etats-Unis ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que ce seront les problèmes que l'actualité impose. D'abord, je rencontre le président REAGAN à l'occasion d'une grande cérémonie, anniversaire qui marque l'amitié historique et traditionnelle de nos deux peuples. Nous serons donc amenés à parler des relations bi-latérales entre les Etats-Unis d'Amérique et la France et nous le ferons dans le meilleur esprit.

- Ensuite cette rencontre a lieu trois jours avant l'ouverture de la grande conférence pays industrialisés et pays du tiers monde à Cancun au Mexique et là-dessus nous aurons besoin de débattre pour que nos positions, même si elles doivent être différentes, ne soient pas assez différentes pour qu'il ne soit pas possible de s'entendre sur un progrès dans les relations Nord-Sud.

- Nous aurons, parce que cela touche à la paix du monde et à l'équilibre, à parler, comme nous l'avons fait il n'y a pas longtemps notamment à Ottawa, des relations entre l'Est et l'Ouest et de cette subtile pesée entre l'armement nécessaire et la négociation indispensable pour éviter la course éternelle aux armements et les dangers pour la paix du monde. Peut-être certains aspects politiques sur certaines régions du monde, je pense à l'Amérique centrale d'une part, je pense au Proche-Orient en-particulier depuis l'assassinat du président SADATE pour en justifier des échanges de vues. De toute façon, quelque soit le problème traité il le sera dans l'esprit de la compréhension.\

QUESTION.- Parlons en termes précis de certains points que vous avez mentionnés. Tout d'abord, pensez-vous qu'une initiative européenne au sujet des missiles puisse avoir sa place ? Envisagez-vous comme possible que certains pays européens prennent l'initiative de tenter de traiter ce problème avec l'Union soviétique ou pensez-vous qu'il faille le laisser aux Etats-Unis et à l'Union soviétique ?

- LE PRESIDENT.- Toute initiative qui tendrait à réduire les tensions actuelles serait bonne mais pour l'instant je ne le crois pas. Je crois que les opinions sont encore divergentes sur la façon d'approcher ce problème. De toute façon, ce qui aujourd'hui prime c'est la relation armement - négociation. Le président REAGAN vient de faire connaître le projet d'armement américain. Je ne veux pas discuter de tel ou tel aspect de ce plan pour l'instant. Mais, d'une façon générale, les cartes sont sur la table, c'est-à-dire que l'on sait, notamment les Soviétiques savent désormais quel sera le rapport de force dans les années 85-90 ` 1985 ` 1990 ` et cela doit normalement les conduire à donner un contenu réel et positif à la négociation qu'ils demandent depuis

plusieurs mois. La négociation, oui, à la condition que cette négociation aboutisse et quand j'appelle négociation aboutie, cela veut dire que je crois que ce qu'il faut préserver c'est l'équilibre des forces dans le monde.\

QUESTION.- Pensez-vous que les Etats-Unis avancent assez vite vers les négociations ?

- LE PRESIDENT.- Je n'en sais rien. Ce que je crois c'est que la sagesse va dans ce sens. J'ai approuvé au-cours des conversations précédentes la démarche américaine et ceci au milieu de multiples contradictions européennes. Je veux dire par là que, pour moi, l'équilibre de force étant la règle, il ne fallait pas que les Etats-Unis d'Amérique en restassent à une situation d'éventuelle situation d'infériorité après 1985. Il fallait donc que les premiers actes fussent posés, qu'ils marquassent de la façon la plus claire la volonté des Etats-Unis d'Amérique de ne pas se laisser distancer, de même que l'ensemble du monde occidental. A-partir de là, je crois la négociation possible. Je l'estime même souhaitable car tout autre raisonnement serait celui-ci : je deviens le plus fort en attendant d'être le plus faible parce que l'autre sera devenu plus fort, alors j'essaierai de redevenir plus fort et ce sera la course aux armements qui se terminera par la guerre et par la ruine économique. Je pense donc que la négociation doit suivre le fait que les cartes de l'armement sont maintenant sur la table.\

QUESTION.- Laissez-moi vous poser une question spécifiquement militaire. Des rencontres ont eu lieu cette semaine à Paris entre le secrétaire américain à la défense, M. WEINBERGER, le ministre de la défense, M. HERNU et le ministre des relations extérieures, M. CHEYSSON, au-cours desquelles M. WEINBERGER a demandé à la France de réduire ou d'interrompre ses ventes d'armes à la Libye. Quelle sera la réponse de la France à cette demande ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez la France mène une politique indépendante et elle tient le plus grand cas naturellement des intérêts communs d'une alliance dans laquelle nous sommes, l'Alliance atlantique, mais par-rapport à la Libye, la France au demeurant a des problèmes spécifiques à régler avec ce pays. Notre ambassade, par exemple, a été détruite il y a quelques temps et tant que la Libye n'aura pas pris la véritable décision de restituer les biens de la France, cela compliquera notre situation par-rapport à ce pays. D'autre part, la Libye est intervenue dans les affaires du Tchad comme elle a tendance à intervenir dans beaucoup de pays de cette région du monde. Tout cela ne convient pas à la politique de la France.

- Donc, il y a effectivement une situation de contentieux mais de là à rompre les contrats qui existent avec la Libye, comme ils en existent avec beaucoup d'autres pays, il n'y a pas de raison sauf si bien entendu, ces contrats devaient nuire à la paix en Méditerranée ou à la paix dans le monde. A cet égard, le gouvernement de la France sera aussi scrupuleux que pourrait être le gouvernement des Etats-Unis.\

QUESTION.- Restons au Moyen-Orient si possible. Vous avez indiqué que vous alliez vous entretenir avec le président REAGAN de la situation au Moyen-Orient après l'assassinat du président SADATE. Commençons par la déclaration faite par M. CHEYSSON à la commission des relations extérieures de l'Assemblée nationale dans laquelle il disait que la politique américaine au Moyen-Orient représentait un danger potentiel dans cette zone. Partagez-vous cette opinion ?

- LE PRESIDENT.- Je crois qu'il faudrait en discuter plus longtemps. Les dangers viennent de tous les côtés à la fois et pas spécialement des Etats-Unis d'Amérique. Je crois que la première responsabilité incombe aux pays-mêmes de la région du Proche et du Moyen-Orient. C'est à eux qu'il appartient de faire les pas nécessaires pour aller vers un règlement des conflits latents.

- Mais, ce ne sont pas les grandes puissances qui pourront se substituer à ces pays et si ces pays ne font pas cet effort, alors on verra de plus en plus les pays extérieurs et surtout les grandes puissances intervenir dans les affaires du Proche et du Moyen-Orient. C'est ce qui se passe aujourd'hui. Les positions soviétiques en Syrie, répondre aux positions, le cas échéant, américaines ailleurs et c'est un engrenage infernal.

- Mais je ne rejèterai pas du tout sur les Etats-Unis d'Amérique le principal de la responsabilité, c'est un enchaînement et, à cet égard, la paix aura besoin des Etats-Unis d'Amérique comme elle aura besoin de l'Union soviétique en fin de-compte. Mais, le processus de paix doit être engagé par les pays de la région. Ensuite, toutes les garanties internationales seront utiles. Je ne jette

pas la pierre sur les Etats-Unis d'Amérique, je pense simplement qu'il faut beaucoup de prudence et de sagesse. Ce n'est pas la chose la mieux partagée.

- QUESTION.- Laissez-moi vous poser une question précise sur ce point. Etes-vous en faveur de la vente d'Awacs à l'Arabie saoudite par les Etats-Unis ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, ce n'est pas mon affaire.\

QUESTION.- Revenons si possible à l'Arabie saoudite. Au-cours de votre récente visite dans ce pays vous avez rencontré le prince FAHD et vous avez déclaré que son plan était positif. Depuis lors, ce plan a eu d'autres supporters y compris M. Yasser ARAFAT. Un des problèmes du plan Fahd : comment concevez-vous qu'Israël puisse accepter ce plan qui réclame la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem comme capitale ?

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est très difficile à accepter pour Israël, c'est sûr. Ce que personnellement, moi ma position, elle se distance de tout aspect purement théorique.

- J'ai vu des gens qui étaient pour Camp David. Il y en a qui sont aujourd'hui pour le plan Fahd et d'autres qui sont contre. D'autres qui sont pour les négociations globales, d'autres qui sont contre. Moi, je prends tout ce qui va ou me semble devoir aller vers la paix. J'ai approuvé Camp David parce que cela signifiait la fin d'une guerre entre Israël et l'Egypte. Peut-être que Camp David était trop ambitieux, c'est-à-dire qu'Israël et l'Egypte n'avaient pas les moyens de régler le problème de l'ensemble du Proche-Orient mais au-moins ceux qui se faisaient la guerre avaient bien le droit de se faire la paix.

- J'approuverai toute démarche de ce genre. Si Camp David pouvait s'élargir, ce serait bien. Je pense qu'il ne peut pas s'élargir surtout maintenant avec la disparition du président SADATE. Mais en soi, cela m'est apparu comme un acte diplomatique utile et je l'ai approuvé. Je crois donc d'ailleurs avoir été le seul responsable politique d'un grand parti `PS` en France à l'avoir approuvé et ce n'est pas parce que je suis devenu Président de la République que je changerai d'avis.\

Le prince FAHD fait des propositions. Ces propositions partent d'un principe : c'est la reconnaissance de tous les Etats de la région du Proche-Orient, donc d'Israël. C'est un progrès sensible. Je pense qu'on ne peut pas ignorer cette reconnaissance pour l'instant implicite par des pays qui jusqu'alors, il faut le reconnaître, daignaient à Israël le droit à l'existence.

- Ensuite, c'est un plan qui offre en huit points un certain processus de paix et de négociations. Ce que je retiens moi, c'est la négociation. Les huit points à la fin de la négociation ne seront pas exactement ceux du début, cela n'est pas posé sous forme d'ultimatum et, de ce fait, Israël dispose d'un champ de discussions assez vaste pour défendre ses intérêts.

- Mais, si le problème est posé en termes (...) de propositions ne varietur, qui ne pourraient pas être changées en-cours de négociations, alors c'est vrai que certaines de ces dispositions ne permettront pas à Israël de s'y engager. Cependant, c'est un nouvel élément dans la discussion qui me paraît devoir l'ouvrir, alors que d'une façon générale, tout ce qui se passe depuis plusieurs années, tend à fermer la discussion. Voilà pourquoi c'est un progrès.\

QUESTION.- Monsieur le Président, comment expliquez-vous qu'il y ait une montée du neutralisme en Allemagne de l'Ouest et qu'elle ne se produise pas en France, spécialement sous un gouvernement socialiste ?

- LE PRESIDENT.- Moi j'emploierais le mot neutralisme avec plus de précautions. Le peuple allemand est un peuple courageux, on le sait, et on ne peut pas aisément l'accuser de neutralisme, c'est-à-dire de refus de prendre ses responsabilités sur la scène du monde. Mais il faut comprendre la situation particulière de l'Allemagne fédérale.

- L'Allemagne fédérale est un pays qui n'a pas le droit de s'armer, notamment sur-le-plan nucléaire, et qui de ce fait voit son sort à la disposition de la décision des autres et pas de la sienne, et en même temps qu'il n'a pas le droit de s'armer de cette façon, sur son sol sont installés les explosifs nucléaires les plus nombreux au kilomètre carré, et de ce fait le sol allemand apparaît comme désigné, comme celui du terrain d'une bataille éventuelle. A la fois c'est un territoire menacé et c'est un territoire sur lequel les dirigeants de ce pays n'ont pas véritablement voix à la décision. Cela provoque un trouble, une incertitude.

- Mais c'est vrai aussi qu'il y a une ambiance qui se développe dans l'ensemble des pays

scandinaves, en Allemagne fédérale, en Hollande, où l'on a le sentiment que peu à peu une sorte de théâtre d'opérations est en-train de se dessiner dont ils seraient les premières victimes. Cela provoque bien entendu une réaction dans la population.\

Mais d'autre part chacune des deux super-puissances pour l'instant a choisi la voie de l'armement et la négociation demandée par les Soviétiques jusqu'ici n'a pas reçu de véritables contreparties dans leurs propositions. Il y a les SS 20 qui sont installés, dont le nombre s'accroît de semaine en semaine, ce sont des armes qui peuvent détruire en l'espace de quelques instants l'ensemble du dispositif militaire de l'Occident de l'Europe, et d'autre part la perspective des Pershing II pour 1983 qui atteindront l'Union soviétique en quelques minutes, c'est-à-dire en un temps beaucoup plus court que ne pourraient atteindre les armes stratégiques émanant du territoire soviétique pour atteindre de l'autre côté de l'Atlantique les Etats-Unis d'Amérique.

- Cela provoque un déséquilibre à l'heure actuelle dans les forces du monde car le -rapport de force c'est désormais un -rapport de temps, alors tout cela provoque un certain désarroi. Quoi ! se disent ces européens, allons-nous être les prochaines victimes préférées de la troisième guerre mondiale ? Ne serons-nous pas comme des cobayes ? C'est là que se feront les coups essais tant que les deux super-puissances, elles, éviterons de s'atteindre l'une l'autre. C'est un motif légitime d'inquiétude.\

Si la France ne partage pas ce sentiment, c'est parce qu'elle a son armement propre, son armement nucléaire que nous entendons poursuivre. Nous avons une stratégie de dissuasion. Nous pouvons nous défendre nous-mêmes bien entendu. Cela ne nous prive pas aussi de rester de fidèles alliés dans-le-cadre de l'Alliance atlantique qui est une alliance défensive. Mais enfin nous avons les moyens de décider nous-mêmes et nous avons les moyens de nous défendre nous-mêmes contre une agression éventuelle. Et ce sentiment d'être protégé par notre propre décision sur notre sol qui est le nôtre, qui n'est pas à la disposition des autres, donne un sentiment de certitude et de confiance que l'opinion publique française éprouve, que l'opinion publique britannique pourrait éprouver, puisqu'elle dispose aussi de moyens nucléaires mais peut-être un peu moins que le nôtre pour des raisons qu'il serait trop long aujourd'hui d'analyser.

- Alors on retombe dans la dialectique armement, désarmement, armement, négociation. Et j'en reviens à ce que je vous disais pour commencer, il faut que maintenant, les moyens de l'armement actuel et futur des Etats-Unis d'Amérique étant maintenant connus et les Russes sachant de toute évidence qu'ils se trouveront en situation d'infériorité lorsque ces armements seront fabriqués, il faut que dès maintenant, dans les délais les plus brefs, les Etats-Unis d'Amérique prennent l'initiative ou saisissent la balle au bond de la négociation. Elle va devenir sérieuse la négociation, ce ne sera plus simplement du bluff ou de la propagande. Ils peuvent y aller et s'ils ne saisissaient pas cette opportunité, alors les pays d'Europe dont vous me parlez risqueraient de s'enfoncer dans la crise psychologique et morale où nous les voyions aujourd'hui.\

QUESTION.- Parlons de Cancun où vous vous rendez après la rencontre de Yorktown avec le président REAGAN. Le gouvernement français a été particulièrement critique sur un point concernant les Américains, à savoir leur conception du tiers monde et, cette semaine, dans son discours de Philadelphie, le président REAGAN s'est défendu contre ces accusations en faisant remarquer que les Etats-Unis distribuaient au tiers monde la plus grande partie de leur aide. Tout d'abord, avez-vous eu l'occasion d'analyser le discours du président REAGAN et comment y avez-vous réagi en fonction de votre perception de l'Amérique et du tiers monde ?

- LE PRESIDENT.- Mais nous n'accusons pas du tout les Etats-Unis d'Amérique. Ils ont un point de départ dans leurs réflexions différent du nôtre puis c'est tout. Il s'agit maintenant de savoir quel peut être le point de rencontre. Moi je n'ai jamais à l'égard de la politique de votre pays, je n'ai jamais de position a priori hostile. J'ai une position a priori favorable. Je me dis c'est un grand peuple, c'est un grand pays. C'est lui qui nous a permis d'assurer la protection de la liberté dans le monde dans les circonstances dramatiques que nous avons vécues. Il faut faire confiance.

- Puis là-dessus s'ébauche un certain nombre de positions diplomatiques et politiques sur lesquelles nous pouvons ne pas être d'accord. Sur certains points, j'ai déjà marqué que par-rapport au développement de l'Amérique centrale et de l'Amérique latine, on devrait choisir

d'autres chemins que ceux qui ont été choisis par le gouvernement américain. Je dis cela. C'est mon opinion. Je le dis sans agressivité. J'essaie même de servir notre cause qui nous est commune.

- De la même façon, par-rapport au tiers monde, je dis si Cancun ne devait pas servir à rapprocher le point de vue entre les pays industrialisés et les pays du tiers monde, alors il ne fallait pas réunir Cancun. Cela risquerait d'être une cause de divorce et peut-être de dénonciation du monde occidental par les pays du tiers monde et ce serait désastreux. Il faut donc que chacun fasse un pas en avant.\

Quant à savoir si les Américains ont largement contribué à aider les pays pauvres, mais c'est vrai. La France n'a pas de leçon à donner sur ce chapitre pas plus d'ailleurs que sur beaucoup d'autres. Nous ne voulons pas donner des leçons. J'ai même décidé que pour la France notre contribution à l'égard du tiers monde devrait être plus forte au-cours des années à venir, que ce n'est pas suffisant ce que nous faisons nous Français. Donc, si je dis cela aux Français ce n'est pas pour critiquer les autres qui font un effort égal ou supérieur au nôtre.

- Mais il n'empêche que rechercher la part du produit intérieur brut à consacrer à l'aide au tiers monde jusqu'à 0,7 % comme est la recommandation des institutions internationales, oui, j'estime que la France et les Etats-Unis d'Amérique notamment doivent le faire et puis ils doivent le faire d'une certaine façon.

- Je pense que l'on ne peut pas avoir de politique à l'égard du tiers monde, et du tiers monde pauvre si l'on n'a pas une politique notamment de soutien des cours des matières premières. Comment voulez-vous faire des plans de développement dans les pays du tiers monde pauvre si les produits de base : ici le café, le cacao, là-bas le bois ou tout autre chose, tombent d'une année sur l'autre, de telle sorte que ces pays sont en faillite. Il faut pouvoir développer des plans au moins sur 3 ans, 4 ans, 5 ans, 10 ans. Il faut donc une certaine forme de stabilité. Il faut donc ouvrir les institutions internationales, avoir une politique un peu plus audacieuse et un peu plus compréhensive qui ne peut pas être abandonnée à la seule compétition des intérêts privés.\

Il faut développer des aides multilatérales, des aides bilatérales qui correspondent à une idée de planification dans la conduite des affaires économiques du monde au-cours des prochaines années. Bref, il faut s'efforcer de mettre les ressources de l'intelligence et de la compétence et de la science au service du développement de l'humanité, sans quoi la faim et la misère vont s'étendre indéfiniment. Il ne faut pas faire non plus de l'aide au tiers monde un moyen néo-colonialiste de pouvoir sur eux. Il ne faut pas faire reposer le développement uniquement sur l'installation de dictatures politiques que les puissances occidentales protégeraient pour avoir des garanties économiques. Bref, il faut un peu changer d'itinéraire.

- Et je serais très heureux si de notre conversation aux Etats-Unis d'Amérique, puis de notre rencontre à Cancun, entre le président REAGAN et moi, le président REAGAN que je serai très heureux de rencontrer, pouvait sortir une politique sur l'énergie dans le tiers monde. Il y a cinq ou six formules, ne nous battons pas sur celle-ci plutôt que sur celle-là. Mais on ne peut pas laisser des pays du tiers monde démunis de pétrole à l'extraordinaire misère qui lui est promise, si nous n'avons pas de politique mondiale de l'énergie.\

Voilà quelques données, étant entendu que je n'engage pas ces conversations avec l'intention d'avoir les oreilles bouchées sur les propositions des autres. Il y a beaucoup d'aspects de la politique américaine, disons de la tradition américaine, de l'histoire américaine, que j'admire profondément. Et même quelquefois c'est par référence à l'histoire américaine qu'il y a certaines choses que je critique. Parce que, après tout, les Etats-Unis d'Amérique ont représenté le facteur de liberté dans le monde à travers ces deux derniers siècles. Et quand ils s'écartent de ce qui est le meilleur de leur histoire, alors cela me choque et je le dis, mais je le dis amicalement.

- QUESTION.- Pensez-vous que cela aurait été une bonne idée d'inviter Fidel CASTRO à Cancun en temps que chef du mouvement des non-alignés ?

- LE PRESIDENT.- Moi je ne refuserai jamais de rencontrer Fidel CASTRO. Je pense que plus on est autour de la table, mieux cela vaut, il est déjà dommage que l'Occident et les puissances de l'Est soient, pour l'instant, hors d'état de se rencontrer pour discuter ensemble des affaires du

monde.\

QUESTION.- Ce programme touche à sa fin et j'aimerais vous poser cette question : on vous a décrit à moi l'autre jour comme un mélange de Charles de GAULLE et de Salvador ALLENDE.

Que pensez-vous de cette description ?

- LE PRESIDENT.- C'est une description intéressante, elle excite l'esprit, mais elle est un peu gratuite. Quand je parle de la France, des intérêts de la France, ce n'est pas la peine de faire une référence à de GAULLE, il faut faire une référence à l'histoire des Français. A travers toutes les périodes notre pays a trouvé le ressort suffisant, c'était le cas de CLEMENCEAU, de GAMBETTA, de bien d'autres pour défendre nos intérêts majeurs. Si le dernier en date est apparu, pendant et à l'issue de la deuxième guerre mondiale, de Gaulle, c'est un exemple de plus, mais qui s'ajoute aux autres.

- Moi, je me comporte comme un Français de France qui a les pieds dans notre sol, qui a l'esprit très attaché au développement de notre histoire, et puis je ne cherche pas du tout à ressembler à de GAULLE. Je préférerais d'ailleurs être moi-même.\

Quant à Salvador ALLENDE, c'est en effet quelqu'un de très intéressant, et d'ailleurs de GAULLE et ALLENDE sont intéressants, vos deux comparaisons sont flatteuses. Mais c'était un leader d'un pays tout de même en voie de développement, qui vivait dans une sorte d'île entre son immense océan et ses hautes montagnes, qui était isolé du reste du monde, soumis aux puissances du grand capital, des grandes sociétés qui n'acceptaient pas les nationalisations, peut-être aussi à certains aspects impérialistes des grandes puissances. Il n'assurait pas son alimentation lui-même, il était très fragile. J'ai beaucoup admiré son expérience courageuse, mais il n'y a pas de comparaison entre la sienne et la mienne.

- Mais je ne voudrais pas terminer cette émission, en me réjouissant d'avoir pu parler avec vous que je connais bien puisqu'on vous voit beaucoup en France et qu'on connaît votre rôle, sans saluer le peuple américain qui nous écoute. Je suis depuis très longtemps un ami du peuple américain, je le suis toujours resté et je le resterai. J'admire ses vertus. Je critique souvent sa politique, quel que soit le président, c'est normal, nous sommes des pays libres. Mais pour l'essentiel, c'est-à-dire pour la défense des grandes idées, des grandes valeurs qui font une civilisation, je souhaite très vivement que la compréhension entre ce peuple et le nôtre reste amicale et vigilante.\